

Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 12, du 18 au 24 mars 2019

- Nigéria : La notation de Standard & Poor's pour le Nigéria reste stable ; la Banque centrale souhaite soutenir la production locale d'huile de palme ; projet de 64,75 M EUR en faveur du secteur de l'eau à Kano financé par l'Agence française de développement ; Themis et Kingline Development Nigeria signent un partenariat pour le développement d'une centrale à gaz de 550 MW ;

- Ghana : Succès de l'émission obligataire de 3 Mds USD ;

- Libéria : Firestone prévoit la suppression de 800 postes face à l'apathie du cours du caoutchouc ; 70 M USD de financements pour la construction d'infrastructures routières ;

- Sierra Leone : L'Association internationale de développement (groupe Banque mondiale) approuve une subvention de 40 M USD.

Nigéria

La notation de Standard & Poor's pour le Nigéria reste stable.

[L'agence de notation a réaffirmé la note de B/B avec une perspective stable pour le Nigéria.](#) Selon elle, le relâchement des contraintes sur le marché des changes ont permis au secteur non-pétrolier de croître. La fusion prochaine des différentes fenêtres de taux de change resterait néanmoins peu probable d'après elle. L'agence de notation estime par ailleurs que le secteur bancaire s'est stabilisé depuis 2016, néanmoins la croissance du crédit au secteur privé devrait rester nulle ou négative sur les deux prochaines années. Enfin, toujours selon S&P, le déficit public devrait rester supérieur à 3% du PIB en 2019 et la dette externe (21,6 Mds USD fin 2018, soit 51% des réserves de change) poursuivre son gonflement sous l'hypothèse que la stratégie de financement du gouvernement demeure d'atteindre une répartition de 40:60 entre la dette externe et la dette publique contre 30:70 actuellement.

La Banque centrale souhaite renforcer le soutien à la production locale d'huile de palme.

[Le gouverneur de la Banque centrale du Nigéria \(CBN\), Godwin Emeziele, a rencontré les gouverneurs des Etats des régions Sud-Sud et Sud-Est, zones de production de palmiers à huile,](#) afin de mettre sur pieds un partenariat de soutien à la filière de l'huile de palme. En parallèle de l'octroi de prêts à taux réduits (max. 9%) à destination des petits producteurs et d'un travail de coordination dans le cadre des *Anchor borrowers programme* et *Commercial Agriculture Credit Scheme*, déjà en place, les gouverneurs ont chacun accepté de fournir au moins 100 000 hectares à cette initiative. Le Nigéria aurait dépensé en 2018 environ 130 M USD pour l'importation d'huile de palme, bien que ce dernier fasse partie de la liste des 43 produits pour lesquels l'accès aux devises sur le marché des changes nigérian, en vue de leur importation, est prohibé. La CBN a par ailleurs créé un sous-comité chargé de formuler des recommandations sur les modèles de financement durable pour le palmier à huile et quatre autres produits agricoles (cacao, graines de sésame, beurre de karité, élevage et noix de cajou).

Projet de 64,75 MEUR en faveur du secteur de l'eau à Kano financé par l'Agence française de développement.

[Le Conseil exécutif fédéral du Nigeria \(FEC\) a approuvé l'allocation de 64,75 MEUR pour un projet visant à améliorer l'approvisionnement en eau dans l'Etat de Kano et financé par l'Agence française de développement \(AFD\).](#) Pour rappel, ce projet avait été signé en présence du Président Emmanuel Macron, à l'occasion de sa visite à Abuja, ainsi que de son homologue nigérian, Muhammadu Buhari. La ministre des Finances, Hajia Zainab Ahmed, qui a dévoilé l'information après la réunion de la FEC présidée par le Président Muhammadu Buhari, a rappelé que le projet fournirait de l'eau à la population du grand Kano, estimée à 1,5 million d'habitants. Si le projet est exécuté par le gouvernement de l'Etat de Kano à travers un comité de gestion, le financement est accordé à l'Etat fédéral qui prêtera en parallèle à l'Etat de Kano aux mêmes conditions. Le projet consiste à mettre en place l'infrastructure nécessaire pour accroître l'accès des populations de la région au réseau de distribution d'eau et soutenir la réforme institutionnelle du secteur afin de garantir la durabilité du projet. A noter que l'AFD a déjà financé des projets similaires dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, dans l'Etat d'Ogun pour 33,2 M EUR, dans les Etats de Cross River et de Lagos en partenariat avec la Banque mondiale (77,7 M USD) ainsi que dans les Etats d'Enugu, Ondo et Plateau pour un montant de 158 M USD.

Themis et Kingline Development Nigeria signent un partenariat pour le développement d'une centrale à gaz de 550 MW.

[La société de fourniture de solutions électriques Themis a annoncé avoir signé un partenariat avec la société Kingline Development Nigeria Limited \(KDV\) pour le développement d'une centrale électrique à gaz de 550 MW dans l'Etat d'Ondo.](#) La centrale sera située sur l'*Ondo State Industrial Park* à proximité de celle déjà existante d'Omosho. Les deux partenaires visent une clôture financière au 2^{ème} trimestre 2020 pour une mise en service au 2^{ème} trimestre 2022. D'une valeur de 600 M USD, il s'agira de la première phase d'une centrale d'une capacité totale de 1 100 MW en partenariat public-privé avec l'Etat d'Ondo. L'entrepreneur chargé de la construction n'a pas été révélé mais aurait déjà livré plus de 4 GW de centrales électriques au gaz en Afrique. Themis, basée au Maroc et anciennement membre du groupe Abraaj, est financée par la société britannique de capital-investissement Denham Capital. Elle développe pour environ 400 MW de projets électriques sur le continent dont le projet hydroélectrique de Singrobo (44 MW) en Côte d'Ivoire. KDV pour sa part, est le département projet de la société sud-coréenne Kingline Power qui a signé fin 2017 avec l'Etat fédéral une convention d'achat d'électricité pour le projet. Selon Themis, une fois en service, la centrale thermique sera la moins coûteuse et la plus compétitive du pays avec une production totale de 4,5 TWh/an. Pour rappel, la capacité installée de production électrique au Nigeria est de 12,5 GW pour seulement 4,5 GW délivrés en raison notamment de capacités d'infrastructures insuffisantes (transport et distribution).

Ghana

Succès de l'émission obligataire de 3 Mds USD.

[L'émission par le Ghana de 3 Mds USD d'Eurobonds \(obligations souveraines libellées en devises\) a été sur-souscrite à hauteur de 21 Mds USD.](#) Divisée en trois tranches, cette nouvelle opération d'endettement s'est faite à des taux historiquement faibles : 7,875 % sur 7 ans ; 8,125 % sur 12 ans et 8,95 % sur 31 ans. Son produit sera consacré à hauteur de 2 Mds USD au financement du Budget 2019 de l'Etat. Le milliard restant devra servir au rachat de titres obligataires qui arriveront à échéance en 2023, 2026 et 2030. Cette dernière opération est neutre sur le plan de l'endettement public mais, en retirant du marché des obligations contractées à taux d'intérêt plus élevés, elle permettra au Ghana de réduire le service de sa dette. Ce refinancement, couplé au prêt syndiqué de 300 M USD octroyé cette semaine au COCOBOD et au crédit de 750 M USD octroyé à l'Etat par la banque Standard Chartered, devrait accroître les réserves de devises de la Banque centrale ghanéenne et ainsi redynamiser le cours du cedi, qui a connu depuis le 1^{er} janvier une dépréciation proche de 10%.

Libéria

Firestone prévoit la suppression de 800 postes face à l'apathie du cours du caoutchouc.

[Premier employeur du pays, le producteur de caoutchouc américain Firestone a annoncé vouloir réduire ses effectifs de 13% à compter du 2^{ème} trimestre 2019,](#) par le biais de départs à la retraite, de l'arrêt de certains contrats de travail et de licenciements. Cette décision aurait été prise en réaction à une baisse durable des bénéfices due à la faiblesse du prix du caoutchouc sur le marché mondial, depuis son effondrement en 2011, puis 2017 (-40% entre février 2017 et 2019). La denrée constitue le premier poste d'exportation du pays avec plus d'un tiers du total. Pour rappel, le FMI vient de réviser à la baisse ses estimations de croissance du PIB libérien en 2018 de 4,7% à 0,4% et ses prévisions pour 2019, de 3% à 1,2%.

70 MUSD de financements pour la construction d'infrastructures routières.

[La Banque pour l'investissement et le développement \(BIDC\) de la CEDEAO a approuvé un financement de 50 M USD pour le financement partiel de la construction d'une route de 50 km entre les localités de Sasstown et Klowein,](#) dans le sud-est du Libéria. Selon la BIDC, le projet comprend principalement des travaux de génie civil pour 50 km de route. Par ailleurs, [un accord de prêt de 20 M EUR a été signé entre le ministère des Finances du Libéria et le Kuwait Fund for Arab Economic Development \(KFAED\).](#) Il permettra de financer la construction d'un tronçon de 65 km sur le corridor routier Gbarnga-Lofa, au nord du pays. Avec ce 4^{ème} accord entre les deux acteurs, le montant total alloué atteint 60 M USD, destiné uniquement à des projets dans le secteur du transport. Créé par l'Etat koweïtien lors de l'indépendance du pays en 1961, le KFAED a octroyé pour plus de 915 MUSD de prêts lors de l'exercice 2017/2018, dont 18% à des pays d'Afrique sub-saharienne. Le Libéria dispose actuellement d'un réseau routier d'environ 12 000 km, dont seuls 7% bénéficient d'un revêtement. Selon la Banque mondiale, 3,4 Mds USD seraient nécessaires pour le mettre à niveau.

Sierra Leone

L'Association internationale de développement (groupe Banque mondiale) approuve une subvention de 40 M USD.

[La Banque mondiale a approuvé aujourd'hui une subvention de 40 M USD](#) de l'Association internationale de développement (IDA) visant à aider le gouvernement à augmenter la productivité de certains secteurs économiques et améliorer la transparence dans la prise de décision gouvernementale. Il s'agit de la deuxième opération d'une série de trois, la première d'un montant de 8 M USD ayant été approuvée en 2017. Le projet proposé couvre cinq domaines à savoir l'agriculture, l'énergie et les industries extractives, l'éducation, la gestion des finances publiques et la transparence des actifs gouvernementaux. Le communiqué de la Banque mondiale pointe entre autres la volatilité dans le développement de la Sierra Leone, soulignant que si l'économie a crû de 7,8% en moyenne entre 2003 et 2014, elle s'est contractée de 21% en 2015 suite à l'épidémie d'Ebola et à la baisse du prix du minerai de fer, principal produit d'exportation. Par la suite, la croissance a rebondi à 6,4% en 2016, pour ensuite ralentir à 3,8% en 2017 et 3,7% en 2018.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
